

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

Rome, le 1er août 1925.

25. I. C. 4.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Avant de partir de Rome j'ai demandé une audience au Président du Conseil, qui me l'a immédiatement accordée.

Il m'a reçu hier dans son bureau du Palais Chigi avec une particulière affabilité. Je l'ai trouvé maigri et pâli, mais conservant toujours sa même vivacité.

[Je lui ai rappelé que ma dernière visite avait eu pour but de lui soumettre une fois de plus la question de la révision de la Convention du Gothard. Depuis lors, j'avais appris par le Marquis Paulucci que sa décision avait été négative. Le Président s'en est montré surpris et m'a avoué qu'il n'avait pas eu le temps, vu sa maladie, de lire le mémoire que je lui avais présenté. Il ignorait tout de cette question. Le Marquis P. s'était donc trompé. Le Président m'a promis d'examiner à nouveau cette affaire que je lui ai brièvement exposée, et de me répondre au plus tôt.]

Le second point sur lequel j'ai attiré son attention était celui des difficultés de plus en plus grandes faites aux Suisses qui viennent chercher du travail en Italie. Ce problème a été exposé tout au long au Département Fédéral de Justice et Police, qui est au courant de toutes nos démarches. Mr. M. a paru pénétré de tous nos arguments et a blâmé certaines réponses qui nous ont été faites tout récemment dans des cas de cet ordre, même pour de malheureuses gouvernantes auxquelles on refuse le visa de leur passeport sous pré-

Monsieur le Conseiller Fédéral M o t t a ,
Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e .



texte qu'elles viennent enlever du travail aux italiennes. Il m'a promis d'envoyer immédiatement une circulaire aux Préfets afin de leur recommander d'être beaucoup plus larges à l'égard de nos compatriotes. Des instructions analogues devront être données, je l'espère bien, aux Consuls d'Italie en Suisse,

Ce n'est pas l'invasion suisse, c'est l'invasion allemande que Mr. M. paraît redouter à cette heure. Il s'est, à ce propos, élevé avec vivacité contre le sans-gêne et la mauvaise tenue des touristes allemands qui envahissent par milliers toute l'Italie, et m'a cité à ce sujet des détails assez piquants.

Sur la situation générale de l'Europe, Mr. M. ne se montre point rassuré. C'est la raison pour laquelle il ne peut pas songer à prendre des vacances. La tension germano-polonaise, l'éternel problème franco-allemand, le préoccupent tout particulièrement. En outre, la crise qui se prépare en Angleterre et celle qui lui paraît inévitable en Allemagne, la première d'ordre social, la seconde d'ordre financier, l'inquiètent beaucoup pour les répercussions qui peuvent en résulter dans l'Europe entière. En somme, a-t-il dit, c'est l'Italie qui présente le tableau le plus rassurant à cette heure-ci, surtout au point de vue de l'ordre public. Il n'y a plus de grèves; il n'y a plus de chômage; certaines fabriques ont beaucoup de peine même à trouver des ouvriers, comme la "Fiat" à Turin, qui arrive à produire des centaines de voitures par jour. Même pour certains travaux publics on éprouve des difficultés à trouver le nombre suffisant de travailleurs. (J'ai tiré parti de cet argument en faveur de nos compatriotes qui viennent chercher du travail en Italie).

En somme, le Président se montre très optimiste pour l'Italie et assez sombre sur la situation générale de l'Europe. Je me réserve de vous donner de vive voix d'autres détails sur cet entretien que je résume très sommairement.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'expression de mon respectueux dévouement.

W. Aguirre